

## **Vous avez dit « urgence » ?**

*Sur décision préfectorale, et dans la cadre de « l'état d'urgence », les conférences de l'UP Bonneville sur l'Islam et les Islams » (10/12/15) et sur « Images et religions. Peut-on représenter le sacré ? » (14/01/16) ont été interdites.*

Rien ne peut justifier les assassinats perpétrés ce vendredi 13 novembre à Paris ; moment d'inhumanité absolus. Chacune des victimes vit en nous parce que nous appartenons à la même humanité.

Nous ne sommes pas naïfs. Nous savons que ces actes de terrorisme appellent des réponses à la mesure du danger qu'ils représentent et que le rôle des forces de l'ordre, comme celui de l'autorité régaliennne des préfets, sont essentiels. En aucun cas nous ne pouvons céder devant ceux qui, au nom de Daesch, ont perpétré ces crimes barbares.

Mais cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir aux réponses que notre société doit apporter à ces actes odieux.

En juillet 2011, à Oslo et sur l'île d'Utoya, un fondamentaliste chrétien d'extrême droite, massacrait près de 90 personnes pour la plupart des adolescents. Au lieu de s'enfermer dans une logique de répression, la Norvège n'a cédé aucune de ses libertés, en refusant énergiquement de plier devant la haine et la peur.

Le premier ministre italien a annoncé récemment que l'Italie dépensera à part égale deux milliards d'euros pour sa sécurité et pour sa vie culturelle, jugeant que la réponse au terrorisme n'est pas seulement sécuritaire : « La pensée de l'Italie, qui résonne fortement à travers l'Europe et le monde, est la suivante, dit-il : pour chaque euro supplémentaire investi dans la sécurité, il faut un euro de plus investi dans la culture ».

La France, certes dans un autre contexte, a choisi « l'état d'urgence », principalement par l'extension des pouvoirs de police au détriment des garanties judiciaires. Cette réponse martiale des autorités n'est pas une assurance de sécurité et ne garantit en rien le respect de nos libertés. Elle contribue à nous enfermer dans un monde clos où le besoin de liberté se transforme en obéissance « librement consentie ».

On peut comprendre la décision d'un préfet, comptable de la sureté dans son département, d'interdire des conférences ayant un lien avec une actualité douloureuse ; bien que des formules sécuritaires pouvaient parfaitement être envisagées. On peut imaginer qu'un principe de précaution poussé à l'extrême devienne force de loi.

Mais, on peut regretter qu'une autre « urgence » n'ait pas été soulignée : celle de comprendre, d'expliquer, de débattre. Le risque est alors de banaliser un monde où le fondement du lien entre les hommes se réduit au triomphe de l'industrialisation de la guerre et de la mort, du « marché » comme raison ultime (déraison ultime), des croyances tribales, irrationnelles et barbares.

Victor Hugo écrivait, dans le poème « Océan » de la « Légende des siècles » : « La liberté commence où l'ignorance finit ».

Alors quelle « urgence » ?

L'Université Populaire continuera à contribuer modestement mais avec constance à la transmission d'un savoir qui forgea nos civilisations et permettra de conjurer la régression en cours.

Jean-Michel Détharré

Président de l'UP du canton de Bonneville